

Hypothèse marxiste et méthodologie behaviouraliste : une analyse empirique

Bahgat Korany

Volume 7, numéro 1, 1976

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700640ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700640ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Korany, B. (1976). Hypothèse marxiste et méthodologie behaviouraliste : une analyse empirique. *Études internationales*, 7(1), 51–66.
<https://doi.org/10.7202/700640ar>

HYPOTHÈSE MARXISTE ET MÉTHODOLOGIE BEHAVIOURALISTE : UNE ANALYSE EMPIRIQUE

Bahgat KORANY *

I – LE PROBLÈME

L'évolution de toute science se caractérise par quatre étapes majeures :

a) la présence d'un *paradigme*¹ *consensuel* accepté par la majorité des chercheurs dans le domaine ;

b) mais comme le changement social est un processus continu et universel, il est inévitable qu'à un certain moment surgisse un écart entre, d'une part, la présence des phénomènes sociaux nouveaux et, d'autre part, l'incapacité du paradigme accepté d'expliquer ces nouveaux phénomènes. Éventuellement on commencera à se rendre compte de la *malfunction* du paradigme établi ;

c) cette malfunction poussera quelques membres de la discipline à chercher d'autres avenues, soit pour adapter ou même pour remplacer le paradigme établi. Donc une *crise* émerge dans la discipline du fait de la division qui s'instaure entre ses membres ;

d) la crise persistera jusqu'au moment où une école ou une approche réussisse à remporter une victoire qui s'exprimera par une *réorientation* soit méthodologique,

* *Département de science politique, Université de Montréal.*

1. Le concept de « paradigme » ne semble pas être facile à définir clairement. Le *Petit Larousse* le définit comme « ensemble de flexions d'un terme donné comme modèle ». L'usage du mot est devenu populaire à la suite de son emploi par Thomas KUHN (*The Structure of Scientific Revolutions*, Chicago, Chicago University Press, 1962). Bien que la notion du paradigme soit centrale à son analyse sur la croissance cumulative de la connaissance scientifique, il ne réussit pas à nous fournir une définition claire.

Dans une tentative d'éclaircir la conception de Kuhn, Margaret MASTERMAN (« The Nature of a Paradigm », dans Imre LAKATOS et Alan MUSGRAVE, *Criticism and the Growth of Knowledge*, London, Cambridge University Press, 1970, pp. 61-66) découvre que Kuhn emploie le terme dans 21 sens.

Parmi les spécialistes des relations internationales, le concept du paradigme semble être employé pour classer le travail académique sur la base de deux critères : a) un *critère de fond* : les présuppositions fondamentales du chercheur concernant la structure du monde et l'ensemble de problèmes de recherche à privilégier et b) un *critère méthodologique* : les techniques que le chercheur emploie pour valider ses concepts et achever sa recherche.

soit conceptuelle, ou soit méthodologique et conceptuelle à la fois. La sociologie des sciences indique qu'une fois cette quatrième étape réalisée, la réorientation des méthodes et concepts serait déjà un peu dépassée du fait de l'accumulation des transformations dans la dialectique sociale. Cette réorientation – à son tour – sera remise en question. Ce phénomène est un peu décourageant, mais il semble s'inscrire dans la loi du progrès scientifique.

La discipline des relations internationales ne fait pas exception à cette loi générale de la sociologie des sciences. Ainsi, après la Deuxième Guerre mondiale, quelques membres de la discipline ont remis en question le paradigme utopiste et se sont ralliés autour du paradigme « réaliste » (Morgenthau, Aron...). Durant les années 1960, c'est le courant « behaviouraliste ² » qui avait la faveur et depuis 1970 les politicologues oscillent entre ce courant et celui du « post-behaviouralisme ³ ». Cette évolution à l'intérieur des relations internationales (et de la science politique en général) n'a pas empêché la discipline d'être en période de crise ou de présenter des symptômes de crise tout en étant à la recherche sérieuse d'une réorientation méthodologique et conceptuelle.

Si, au niveau des concepts interdisciplinaires et au niveau des techniques rigoureuses, l'analyse du phénomène international a réalisé des progrès sensibles, le « mouvement behaviouraliste » n'a pas réussi à établir un paradigme consensuel, car il s'est implanté dans le monde anglo-saxon et surtout américain ⁴. Les fondements de son analyse relèvent de postulats tirés d'un échantillon limité (le « Nord » du système international) et donc non représentatif. Ce mouvement a choisi d'ignorer une autre tendance dans ce « Nord » : la tendance marxiste. C'est pourquoi l'objectif de cette étude est de tenter de dépasser cette « guerre froide » dans la communauté scientifique et de choisir une hypothèse marxiste (ou néomarxiste) pour procéder à son opérationnalisation et à sa vérification par des techniques quantitatives issues du « mouvement behaviouriste ⁵ » en relations internationales. Serait-il possible d'ouvrir une « troisième voie » qui cumulerait les acquisitions de chaque tendance pour ouvrir le chemin à une synthèse tant souhaitée ?

2. Pour les caractéristiques et la définition de ce mouvement, voir David EASTON, « The Current Meaning of Behavioralism », dans James CHARLESWORTH, *Contemporary Political Analysis*, New York, The Free Press, 1967, pp. 11-32 et Robert DAHL, « The Behavioral Approach in Political Science, Epitaph for a Movement to a Successful Protest », dans *American Political Science Review* LV (1961), pp. 763-772.

3. Le terme est d'Easton dans son discours présidentiel à l'*American Political Science Association* ; voir « The New Revolution in Political Science », dans *American Political Science Review* LXIII (1969), pp. 1051-1062.

4. Pour des lacunes dans ce sens en ce qui concerne le Tiers-Monde, voir André G. FRANK, *Sociology of Development and Underdevelopment of Sociology*, London, Pluto Press, 1971, et Bahgat KORANY, « Modèles de politique étrangère et leur pertinence empirique aux pays du Tiers-Monde : une critique et une contre-proposition », *Revue Internationale de Sciences Sociales*, XXVI, n° 1, mars 1974, pp. 73-97.

5. Heinz EULAU (éd.), *Behavioralism in Political Science*, New York, Atherton Press, 1969 et Klaus KNORR et James ROSENAU (éds), *Contending Approaches to International Politics*, Princeton, Princeton University Press, 1969.

II – L'HYPOTHÈSE

Le paradigme marxiste ou néomarxiste (par exemple, la « théorie de la dépendance ⁶ ») privilégie la variable économique et la place qu'elle occupe dans la hiérarchisation des variables indépendantes nécessaires à l'explication des phénomènes sociaux. Récemment, un spécialiste de relations internationales a défini la corrélation – d'hypothèse marxiste – entre la variable économique (variable indépendante ou explicative) et le comportement politique (variable dépendante ou à expliquer) en ces termes : « Quiconque veut comprendre les phénomènes internationaux doit... analyser, plutôt que les initiatives ou des motivations des gouvernants, les calculs des détenteurs du pouvoir économique ⁷ ». Dans le contexte moyen-oriental, un économiste adepte de « la théorie de la dépendance » s'est référé à l'assistance financière des pays (conservateurs) producteurs de pétrole à l'égard des autres pays arabes et a explicité cette hypothèse de corrélation en ces termes : « ...une telle assistance constitue un élément important dans le jeu politique régional (puisque) le donateur (peut) exercer des pressions politiques » pour modifier le comportement politique du récipiendaire ⁸.

Nous tenterons de vérifier cette hypothèse bien répandue, à travers l'analyse quantitative du comportement international d'un acteur « tiers-mondiste », l'Égypte. La période choisie pour l'analyse quantitative s'étale sur 45 mois : de janvier 1967 à septembre 1970. Elle couvre donc la période d'avant-guerre et celle qui a suivi la défaite militaire de l'Égypte en juin 1967, (et par conséquent la période de sa dépendance de l'assistance financière des pays producteurs de pétrole) jusqu'à la mort du président Nasser le 28 septembre 1970.

III – OPÉRATIONNALISATION ET TECHNIQUE D'ANALYSE EMPLOYÉE

L'indicateur de la variable indépendante (ou explicative) est l'aide économique (\$392 millions) que les pays (conservateurs) producteurs de pétrole ont accepté de contribuer périodiquement pour venir à l'aide de l'économie égyptienne (et jordanienne) après la débâcle de 1967 (la décision de la Conférence au

6. Bien que plusieurs analystes parlent de la dépendance « culturelle » ou « politique », le fond du concept de la dépendance est essentiellement économique, car il est dérivé des théories léninistes de l'impérialisme. Mais la version présente de la « théorie » souligne singulièrement la dépendance centre/périphérie et n'a pas encore analysé la possibilité d'une dépendance entre deux membres de la périphérie. L'analyse de Johan GALTUNG semble envisager cette possibilité parmi les *underdogs*. Voir les différentes contributions dans *Journal of Peace Research*, et Samir AMIN, *Le développement inégal : essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique*, Paris, les Éditions de Minuit, 1973.

7. Robert RHODES (éd.), *Imperialism and Underdevelopment*, New York, 1970 ; Barbara STALLING'S *Economic Dependency in Africa and Latin American*, Beverly Hills, 1972 ; Fernando H. CERDOSO, « Théorie de la dépendance ou analyses concrètes de situations de dépendance », *L'Homme et la Société*, n°s 33/34-8 (juillet-décembre 1974), pp. 111-123 ; Mohamed S. SFIA, « Notes pour une analyse du système mondial », *Sociologie et Sociétés* III, 2 (novembre 1971), pp. 151-174.

8. Michel CHATELUS, *Stratégies pour le Moyen-Orient*, Paris, Calmann-Lévy, 1974, p. 167.

sommet arabe, Khartoum, 31 août 1967). La variable dépendante (à expliquer) est le comportement international de l'Égypte mesuré par la technique de « données événementielles ». Une donnée événementielle est une activité (rapportée par une source publique) qui enregistre, « qui dit ou fait quoi, à qui et quand ». Par conséquent, la classification et la tabulation de ces données se font selon les quatre éléments suivants : a) acteur-initiateur (qui) ; b) sujet ou *issue-area* (quoi) ; c) acteur-cible (à qui) ; et d) date de l'événement (quand) ⁹.

L'analyse des interactions événementielles paraît de plus en plus comme une sous-discipline à l'intérieur du domaine des relations internationales. La sous-discipline n'est pas née de génération spontanée mais s'inscrit naturellement dans le « paradigme behavioraliste » de la science politique moderne, et utilise en les adaptant la méthodologie quantitative éprouvée telle la sociométrie. L'existence même d'une sous-discipline des interactions événementielles repose sur une série de postulats dont les principaux sont :

- a) tout système politique (national ou international) se définit comme un réseau d'interactions, un système d'échange entre les unités (facteurs) du système ;
- b) la nature des interactions, leurs intensités et leurs fréquences sont quantifiables selon plusieurs dimensions dont les deux principales sont la dimension coopérative et la dimension conflictuelle ;
- c) les échelles d'intensité et de fréquence sont, dans le temps et dans l'espace, des baromètres de la structure et du fonctionnement du système international ;
- d) sur une courte période, la perception des décideurs et la capacité des acteurs apparaissent comme des paramètres du processus décisionnel en politique étrangère et non comme des variables indépendantes.

Le développement récent de la sous-discipline coïncide avec un intérêt nouveau des chercheurs pour les questions tels le comportement et les interactions qui succèdent aux préoccupations antérieures des chercheurs pour la puissance, les attitudes des décideurs...

De par sa nature même, l'analyse des données événementielles exige la mise sur pied de banques de données. Le premier projet en ce sens a été le *WEIS*

9. Les écrits sont de plus en plus nombreux sur l'analyse des interactions événementielles ; parmi les plus essentiels on peut signaler les suivants : Edward AZAR, « Les données événementielles : origine et perspectives d'une méthode scientifique en relations internationales », *Études Internationales* V, 1 (mars 1974), pp. 3-24 ; Edward AZAR et Thomas SLOAN, *Dimensions of Interactions : A Source Book for the Study of the Behavior of 31 Nations from 1948 through 1973*, International Studies, Occasional Paper n° 8, 1975 ; P. M. BURGESS et R. W. LAWTON, *Indicators of International Behavior*, Beverly Hills, Sage, 1972 ; Charles W. KEGLEY Jr. et al., *International Events and the Comparative Analysis of Foreign Policy*, Columbia, University of South Carolina Press, 1975 ; Charles F. McCLELLAND et Gary HOGGARD, « Conflict Patterns in the Interactions Among Nations », dans James ROSENAU (éd.), *International Politics and Foreign Policy*, New York, The Free Press, 1969, pp. 711-724 ; Sophia PETERSON, « Research on Research : Events Data Studies, 1961-1972 », dans Patrick MCGOWAN (éd.), *Sage International Yearbook of Foreign Policy Studies*, vol. III, Beverly Hills, Sage, 1975, pp. 253-309.

(World Event/Interaction Survey) créé et dirigé par Charles McClelland à la *South Carolina University*. Il a été suivi de plusieurs autres grands projets qui se distinguent essentiellement par le type de comportement étudié, le nombre d'acteurs considérés, les limites temporelles, le nombre de sources utilisées et la nature des échelles¹⁰. Cette dispersion et ce dédoublement peuvent être considérés comme normaux, voire essentiels, en ce sens qu'ils permettent de cerner et parfois résoudre les difficultés d'ordre conceptuel et opérationnel qui surgissent normalement en sciences sociales. Mentionnons quatre types de problèmes que les chercheurs ont dû affronter :

- a) le problème conceptuel : qu'est-ce qu'un événement ? quels types d'événement sont retenus dans l'analyse ?
- b) les problèmes de sources : validité, biais culturels ou politiques des sources, palliatifs aux données manquantes ;
- c) le problème de la construction d'échelle et de typologie des données événementielles ;
- d) le problème du contexte de l'événement quand on se situe au niveau de l'analyse.

Actuellement donc, les possibilités d'utilisation de l'analyse des données événementielles s'avèrent considérables et prometteuses, surtout à mesure que les banques des données accumulent des quantités impressionnantes d'événements ou de comportements répertoriés et facilement utilisables.

IV – LE CAS EMPIRIQUE

Puisque nous cherchons à produire des généralisations concernant la validité de cette hypothèse, il faut se poser la question de l'aspect typique du cas choisi. En d'autres termes : est-ce que le contexte moyen-oriental est représentatif d'un « univers » plus général ?

À cause de la diversité de ses régimes politiques, sa position géographique et stratégique, sa richesse en matières premières et sa pénétration par les acteurs d'autres sous-systèmes¹¹ (surtout les grandes et les superpuissances), le Moyen-Orient apparaît comme un Tiers-Monde en miniature. En fait, on peut aller plus loin et constater que le Moyen-Orient constitue un sous-système privilégié, si on opérationnalise cet aspect par la mesure du niveau relativement élevé d'attention mondiale à son égard. Ainsi les données événementielles de *WEIS* durant la période de janvier 1966 à décembre 1969 indiquent que le Moyen-Orient a

10. BURGESS et LAWTON (*op. cit.*) ont analysé d'une manière très accessible 11 projets de données événementielles. Outre le *WEIS* déjà cité, mentionnons a) *DON* (Dimensionality of Nations) ; b) *Conflict and Cooperation in East-West Crises* ; c) *COPDAB* (Conflict and Peace Data Bank) ; d) *MECCA* (Middle East Conflict and Cooperation Analysis) ; e) *Middle East Project* ; f) *African Foreign Policy Behavior* ; g) *CREON* (Comparative Research on the Events of Nations) ; *FRIP* (Foreign Relations Indicator Project) ; i) *SAP* (Situational Analysis Project) ; et j) *Leng-Singer Events Data Typology*.

cumulé 2 862 événements des 25 760 (qui représentaient la totalité du flux des données événementielles par tous les membres étatiques du système international pendant cette époque), soit 11,1% du total ¹². Si on compare ce sous-système « privilégié » avec un autre sous-système « privilégié » comme l'Asie du Sud-Est, celui-ci a reçu, pendant la même période, 1 926 actes comportementaux ou 7,46% seulement des données événementielles globales. Si on prolonge la période analysée de 48 à 64 mois (janvier 1966 à avril 1971), le flux total des comportements répertoriés s'élève à 39 121 dont 4 811 (ou 12% du total) s'appliquent au Moyen-Orient. Dans cette période (de 64 mois), l'autre sous-système privilégié (c'est-à-dire l'Asie du Sud-Est) a cumulé 4 843 comportements, soit approximativement le même pourcentage que celui retenu pour le Moyen-Orient. Cette comparaison nous permet de souligner qu'en dépit de l'augmentation de l'attention mondiale à l'égard de l'Asie du Sud-Est à la suite de l'intensification militaire du conflit vietnamien et de l'extension de l'intervention américaine au Cambodge, et de la diminution du conflit militaire au Moyen-Orient à cause de l'acceptation du Plan Rogers et de l'application du cessez-le-feu, le niveau d'attention mondiale à l'égard du Moyen-Orient n'a pas diminué.

Le choix spécifique du cas égyptien s'appuie sur les considérations suivantes :

- a) c'est le seul acteur étatique qui est (géo-culturellement) à la fois asiatique et africain ;
- b) le nassérisme a représenté un courant idéologique influent non seulement dans le sous-système moyen-oriental mais aussi généralement dans le Tiers-Monde ;
- c) cet acteur s'est caractérisé par un comportement international très actif (eu égard au niveau relativement modeste de ses capacités ou de sa puissance). Ainsi, dans la hiérarchisation des soixante pays les plus actifs durant la première moitié de l'année 1966, l'Égypte – selon les données du *WEIS* – a occupé la 8^e position ; et dans le total des actes comportementaux qui ont pour objet le Moyen-Orient de janvier 1969 à décembre 1969 (soit un total de 2 862 données événementielles), l'Égypte seulement a cumulé plus d'un quart – précisément 25,13% ¹³.

Cette analyse quantitative sommaire indique donc que le sous-système régional et l'acteur étatique sont – statistiquement parlant – typiques d'une « population » plus générale. Par conséquent, ils concrétiseraient les relations existantes dans la « population » générale. Les résultats découlant de leur analyse sont « générali-

11. Pour une discussion du concept de sous-système, voir : Louis CANTORI et Steven SPIEGEL (éds), *The International Politics of Regions : A Comparative Approach*, Englewood Cliffs, Prentice-Hall, 1970 ; BRUCE RUSSELL, *International Regions and the International System*, Chicago, Rand McNally, 1967 ; William THOMPSON, « The Regional Subsystem », *International Studies Quarterly* XVII (1973), pp. 89-119 et Oran YOUNG, « Political Discontinuities in the International System », *World Politics* XX (1968), pp. 369-392.

12. Polycopiés de Charles McClelland et ses collègues au projet *WEIS* à l'Université South Carolina.

13. *Ibid.*

sables » aux autres sous-systèmes et pourraient ainsi expliquer le comportement d'autres acteurs.

Cette question méthodologique de l'aspect typique du cas empirique étant résolue, voyons maintenant comment on peut procéder d'une façon opérationnelle à la vérification de notre hypothèse.

V – LA PROCÉDURE DE RECHERCHE ET LES DONNÉES

Étant donné notre objectif dans cet article, nous avons retenu l'acteur comme niveau d'analyse principal¹⁴, mais son comportement international (la variable dépendante) est discuté selon deux niveaux distincts pour la fin de notre analyse : le niveau du système global¹⁵, et le niveau du sous-système régional.

À la base de la cueillette et de l'analyse des données, il y a deux présuppositions qu'il faut expliciter :

A – Le système global est caractérisé à cette époque par une structure bipolaire, et le comportement international de l'acteur étatique est bidimensionnel, c'est-à-dire coopératif, conflictuel ou coopératif-conflictuel. Par exemple, une proportion plus élevée de coopération avec l'URSS (ou une proportion plus élevée de conflit avec les États-Unis) est interprétée comme un comportement international « gauchiste ». Le contraire est aussi vrai.

Une « configuration de forces » bipolaire est caractéristique aussi de la structure du sous-système moyen-oriental. Ainsi la prédominance de l'interaction conflictuelle de l'Égypte avec le camp « conservateur » (l'Arabie saoudite, la Jordanie et aussi l'Iran) et de la coopération avec les radicaux (Algérie, Iraq, Syrie) indique un comportement international « gauchiste » (ou radical dans le jargon politique moyen-oriental). Le contraire est aussi vrai.

B – Pour mesurer le comportement international, notre objectif est donc de tracer celui de l'Égypte durant une période de 45 mois, soit de janvier 1967 à septembre 1970 ; pour voir, premièrement, si ce comportement était ou serait différent avant et après la dépendance de l'Égypte des subsides des pays producteurs de pétrole et, deuxièmement, comment. Au niveau du système global le comportement international de l'Égypte est mesuré par la quantification de ses interactions de conflit et de coopération avec l'URSS et les États-Unis, et au niveau sous-systémique par la quantification de ses interactions de conflit et de coopération avec les « radicaux » et les « conservateurs » au Moyen-Orient. L'unité de

14. En ce qui concerne les avantages et les inconvénients des différents niveaux d'analyse et une préférence pour leur complémentarité, voir Bahgat KORANY, *Social Change, Charisma and International Behaviour: Toward a Theory of Foreign Policy-Making in the Third World*, Leiden et Genève, Sijthoff et Institut de Hautes Études Internationales, 1976, pp. 61–63.

15. Pour une bibliographie détaillée sur l'analyse systémique ainsi qu'un échantillon de différentes définitions ; cf. *ibid.*, pp. 32–40, 51–54.

mesure employée pour classer et quantifier le comportement international est l'événement.

Le schéma du codage appliqué dans la classification et la tabulation des interactions événementielles est la quasi-échelle de 22 catégories de *WEIS*¹⁶. L'une des faiblesses de ce projet pionnier est qu'il comptait sur le *New York Times* comme source unique de ses données événementielles, et donc incluait les préjugés de cette source dans ses conclusions empiriques. Pour combler cette lacune¹⁷, nous avons cueilli nos données de plusieurs sources : une source globale : le *New York Times Index* ; deux sources régionales : *Cahiers de l'Orient contemporain* et *Middle East Journal*, et une source nationale de l'action analysée : *El-Siassa El-Dawliyya* (politique internationale). Le nombre total des données événementielles cueillies pour la période s'est élevé approximativement à 2 000, dont 513 concernaient les interactions directes de l'acteur égyptien avec les 8 autres acteurs. C'est donc sur ces dernières données que s'appuie notre analyse.

VI – TENDANCES D'INTERACTIONS DIRECTES

A – Le niveau du système global

Dans les relations Égypte/Union soviétique, la proportion de l'interaction conflictuelle par rapport à celle de la coopération était 1 : 6 pour la période allant du 1^{er} janvier au 1^{er} juin 1967. La dimension coopérative de leurs interactions s'est accélérée par la suite jusqu'à ce que la proportion conflit/coopération atteigne 1 : 12. Cette prédominance de la coopération dans l'interaction Égypte/URSS est devenue encore plus marquée dans les 33 mois compris entre janvier 1968 et septembre 1970. En fait, cette période n'a pas seulement vu l'intensification de la coopération entre l'Égypte et l'URSS dans les domaines techniques, industriels et militaires¹⁸, mais elle s'est aussi traduite par l'arrivée des missiles et d'experts militaires soviétiques. La proportion conflit/coopération pour cette période a été 0 : 32.

Dans les relations Égypte/États-Unis, sauf pour l'année 1968, on ne constate pas de changement de tendance dans l'interaction entre ces deux acteurs avant et après la guerre. Pour la période allant du 1^{er} janvier au 1^{er} juin 1967, la proportion conflit/coopération a été 17 : 12, et le reste de l'année 1967 a témoigné de l'intensification de la dimension conflictuelle (26 : 11). En 1968, nos sources n'ont pas

16. MCCLELLAND et HOGGARD, *op. cit.* ; aussi l'annexe de cet article.

17. Pour une comparaison excellente des sources des données événementielles sur le Moyen-Orient, voir Robert BURROWS, « Mirror, Mirror, on the Wall... A Comparison of Event Data Sources », dans James ROSENAU (éd.), *Comparing Foreign Policies: Theories, Findings and Methods*, New York, Wiley & Sons, 1974.

18. Pour des données spécifiques sur cet aspect, ainsi que sur la position de l'Égypte face à l'entrée des troupes soviétiques en Tchécoslovaquie, voir Mohamed HEIKAL, *Nasser. The Cairo Documents*, New York, Doubleday, 1971, p. 245 et B. KORANY, « Non-alignment : Nasser's Political and Conceptual Contribution », dans Ali MAZRUI, O. OCULI et Hasu PATEL, *The Arab Factor in African Politics*, à paraître.

enregistré de données conflictuelles (0 : 5), tandis que pour 1969 et 1970, l'interaction a repris son caractère conflictuel (10 : 7 et 10 : 9 respectivement). Ces deux dernières années ont donc été marquées par un équilibre relatif entre le conflit et la coopération, mais la prédominance de l'interaction conflictuelle d'avant la guerre ne s'est pas du tout renversée après la guerre.

Puisque l'Arabie saoudite, par exemple, ne reconnaît l'URSS que comme un État « athée » et que, par conséquent, elle ne noue pas de relations diplomatiques avec Moscou, on aurait pu s'attendre à ce que l'Égypte, dépendante également de l'Arabie saoudite, réduise sa coopération avec l'URSS. Au contraire, la coopération Égypte/URSS s'est intensifiée, et verticalement et horizontalement. On sait évidemment que l'Égypte était dépendante de l'aide militaire soviétique pour faire face à cette époque aux raids de l'aviation israélienne sur le Caire et les autres villes égyptiennes¹⁹. Il reste que l'interaction de l'Égypte avec l'autre superpuissance (les États-Unis) n'a pas enregistré un renversement de tendance pour équilibrer « l'alignement croissant » du Caire sur Moscou. Par conséquent, on doit constater que les données quantitatives ne confirment pas l'hypothèse d'une corrélation positive dépendance économique/comportement international au niveau systémique global pendant cette période de 45 mois. Mais y avait-il un changement dans le comportement de l'Égypte dans son environnement géoculturel immédiat : le sous-système moyen-oriental ?

B – Le niveau sous-système

Le comportement international (essentiellement coopératif) de l'Égypte à l'égard des « gauchistes » ou « radicaux » moyen-orientaux n'a pas subi un changement de tendance. La période précédant la guerre a été caractérisée par l'absence totale dans les sources publiques de mention des événements conflictuels. De plus, la coopération a été intense, surtout avec la Syrie (0 : 22), mais aussi avec l'Iraq (0 : 17) et l'Algérie (0 : 6). Le reste de 1967 a témoigné de la même absence de données conflictuelles, tandis qu'est apparu un déclin relatif dans l'interaction coopérative, surtout avec la Syrie (0 : 9), mais aussi avec l'Iraq (0 : 10). Il y a eu, pourtant, une légère hausse dans l'interaction coopérative avec l'Algérie (0 : 9). Le même *pattern* du comportement coopératif a continué pendant les 33 mois, janvier 1968–septembre 1970, sauf durant l'apparition du conflit avec l'Iraq à la suite de l'acceptation par l'Égypte du Plan Rogers en juillet 1970 et du cessez-le-feu avec Israël. Les chiffres exacts pour l'interaction conflit/coopération de l'Égypte avec l'Algérie, la Syrie et l'Iraq sont respectivement :

0 : 4, 0 : 10 et 1 : 5 pour 1970 à comparer avec

0 : 8, 0 : 18 et 0 : 11 pour 1969.

Le changement dans le comportement international de l'Égypte a été très notable dans ses interactions avec les « conservateurs » (Arabie saoudite, Jordanie

19. De 1961 à 1971 l'Égypte a acheté des armes pour une valeur de \$2 197 millions, dont la partie fournie par l'URSS s'élevait à \$2 080 millions. Hanns MAULL : « The Arms Trade with the Middle East and North Africa », dans *The Middle East and North Africa*, 1974–1975, pp. 94–99.

et aussi l'Iran). Ainsi, pour la période du 1^{er} janvier au 1^{er} juin 1967, la proportion conflit/coopération a été 13 : 2 pour l'Arabie saoudite, de même que pour la Jordanie. Mais le changement pour le reste de l'année 1967 est à la fois dramatique et soudain : 1 : 12 et 0 : 15 pour les deux pays respectivement. Le reste de la période de 45 mois (c'est-à-dire les 33 mois qui vont de janvier 1968 à septembre 1970) confirme le renversement de tendance, puisque les sources publiques n'ont enregistré aucun conflit dans l'interaction Égypte/Arabie saoudite, et la coopération avec la Jordanie a manifestement dominé sur le conflit. L'interaction conflit/coopération de l'Égypte entre janvier 1968 et septembre 1970 fut ainsi 0 : 19 pour l'Arabie saoudite et 2 : 49 pour la Jordanie.

Ce renversement de tendance au niveau sous-systémique est confirmé si on mesure les dimensions conflit/coopération dans les interactions de l'Égypte avec le sixième membre du sous-système moyen-oriental : l'Iran. Bien qu'il ne soit pas arabe, ce pays partage avec l'Arabie saoudite et avec la Jordanie la religion musulmane et la tendance politique « conservatrice ». Durant la période janvier/juin 1967, la dimension conflit/coopération est 3 : 0 ; elle change de tendance pour devenir 0 : 1 durant le reste de 1967 et s'accélère durant les 33 mois compris entre janvier 1968 et septembre 1970 pour devenir 0 : 2²⁰.

Au niveau sous-systémique, donc, les données événementielles confirment d'une manière consistante et cumulative l'hypothèse de corrélation dépendance/comportement international. Le tableau suivant résume les résultats de l'analyse des interactions événementielles au niveau systémique et sous-systémique.

TABLEAU I

*Interactions conflit/coopération ; Égypte
janvier 1967 – septembre 1970
(selon la typologie de Charles McClelland)*

Pays	États-Unis	URSS	Syrie	Algérie	Iraq	Arabie saoudite	Jordanie	Iran
Année								
avant juin 1967	17 : 12	1 : 6	0 : 22	0 : 6	0 : 17	13 : 2	13 : 2	3 : 0
après juin 1967	26 : 11	1 : 12	0 : 9	0 : 9	0 : 10	1 : 12	0 : 15	0 : 1
1968	0 : 5	0 : 11	0 : 9	0 : 8	0 : 9	0 : 7	0 : 15	0 : 1
1969	10 : 7	0 : 11	0 : 18	0 : 8	0 : 11	0 : 10	1 : 16	0 : 0
1970	10 : 9	0 : 10	0 : 10	0 : 4	1 : 5	0 : 2	1 : 18	0 : 1

20. Cette période a vu aussi la reprise des relations diplomatiques entre l'Égypte et l'Iran après 8 ans de rupture.

VII – VERS UNE PROCÉDURE DE CONTRÔLE DES RÉSULTATS QUANTITATIFS

Étant donné la complexité des phénomènes sociaux, la multitude des variables à prendre en considération, le biais des sources, l'incapacité du chercheur de contrôler et de manipuler les variables et leurs différentes combinaisons (comme le font les spécialistes des « sciences exactes » dans leur laboratoire), il est souhaitable de procéder au contrôle de nos résultats par le truchement des données supplémentaires, cueillies – si possible – par d'autres chercheurs. Confrontons donc les tendances comportementales de l'Égypte dégagées de nos données avec celles qui proviennent d'autres données d'interactions événementielles : c'est-à-dire de la banque de données *COPDAB* (*Conflict and Peace Data Bank*)²¹.

Les différences dans la compilation sont inévitables, puisque les fonds investis par *COPDAB* en terme de travail (120 000 personnes/heures) sont énormes, le nombre de données événementielles cueillies est très élevé (autour de 300 000), le nombre de sources employées est plus que 11 fois le nôtre (46 par rapport à 4), le système de codage et l'échelle employés sont différents (voir annexe pour détails), et la confection de données est faite sur une base annuelle plutôt que mensuelle. Ces différences – pourtant – doivent être relativement mineures, c'est-à-dire les *tendances* conflictuelles/coopératives au niveau global et sous-systémique dégagées de deux ensembles de données événementielles ne doivent pas être contradictoires. Comparons donc les deux ensembles.

Les données *COPDAB* qui sont employées dans ce test de contrôle s'étalent sur une période de 48 mois (janvier 1967–décembre 1970). Puisque les données *COPDAB* calculent les tendances sur une base annuelle, nous suivrons la même procédure et comparerons les dimensions conflit/coopération entre, d'une part, les 12 mois janvier–décembre 1967 et, d'autre part, les 36 mois janvier 1968–décembre 1970. D'ailleurs, cela nous permettra de faire intervenir le fameux facteur *time-lag* entre la décision d'accorder des subsides financiers décidée à la conférence arabe au sommet de Khartoum (août–septembre 1967) et le changement éventuel dans le comportement international de l'Égypte à partir de 1968. L'aggrégation des données de *COPDAB* sur une période d'une année peut atténuer en fait les modifications de comportements que nous avons décelées pour la période s'étendant de juin 1967 à décembre 1967, puisque la période de démarcation commencera au 1^{er} janvier 1968 et non en juin 1967. Même en tenant compte de ce facteur, il reste qu'il y a un changement assez notoire entre les données de 1967 et celles de 1968, 1969 et 1970, ce qui constitue une confirmation supplémentaire de la validité empirique de nos résultats. Les résultats de l'analyse des données *COPDAB* peuvent être résumés dans le tableau suivant.

Sauf pour l'interaction 1968 Égypte/États-Unis (où les chercheurs *COPDAB* ont pu trouver, à partir des 46 sources dépouillées, des données sur le conflit Égypte/États-Unis qu'aucune de nos 4 sources n'a décelées), les nombreuses

21. AZAR et SLOAN, *Dimensions of Interaction*, op. cit., pp. 291–200.

TABLEAU II

*Interactions conflit/coopération :
le comportement international de l'Égypte, janvier 1967 – décembre 1970
(selon l'échelle Azar-Sloan)**

Pays	États-Unis	URSS	Syrie	Algérie	Iraq	Arabie saoudite	Jordanie	Iran
Année								
1967	7,45 : 1	1,7 : 12	1,14 : 8	0 : 204	0 : 259	2,35 : 1	2,83 : 1	80 : 0
1968	1,85 : 1	0 : 156	0 : 39	0 : 72	0 : 16	0 : 39	0 : 66	0 : 10
1969	3 : 1	0 : 51	0 : 65	0 : 0	1 : 2	0 : 39	0 : 69	0 : 0
1970	4,77 : 1	0 : 231	0 : 75	0 : 39	1 : 1	1 : 20	1 : 15	0 : 14

* Rappel : Les chiffres n'indiquent pas le nombre d'événements mais la pondération (fréquence \times intensité). Voir annexe.

données de *COPDAB* confirment les tendances dégagées de nos données tout en les amplifiant en fait. Bien que la tendance conflictuelle de l'Égypte avec les États-Unis ait diminué en 1968–1970 par rapport à 1967, elle prédominait toujours l'interaction de ces deux acteurs, et n'était pas du tout en mesure de créer un contre-poids à la poussée coopérative qui caractérisait le comportement de l'Égypte à l'égard de Moscou. C'est le changement au niveau sous-systémique qui est le plus dramatique, surtout avec les « conservateurs ». Donc les deux ensembles de données sont parfaitement d'accord pour souligner cette tendance. Cela renforce la validité de nos conclusions malgré le nombre relativement limité de nos sources des données.

VIII – CONCLUSION

L'importance de ce travail de recherche empirique pour la théorie de relations internationales n'est pas à démontrer. Non seulement une synthèse éventuelle entre les différents paradigmes qui se disputent actuellement la première place dans l'analyse politique internationale est utile, mais elle est aussi nécessaire. Il semble que la connaissance cumulative et la construction théorique dans notre domaine ne peuvent s'en passer.

Mais l'analyse des données soulève d'autres questions clés pour la conceptualisation existante et la vérification éventuelle des phénomènes internationaux. Par exemple, on peut interpréter la confirmation de l'hypothèse *dépendancia* au niveau sous-systémique et sa non-confirmation au niveau global par le fait que l'Égypte souffrait en fait pendant cette période d'une double dépendance : au niveau global à l'égard de l'URSS et au niveau sous-systémique à l'égard des pays producteurs de pétrole. Par conséquent, les décideurs égyptiens auraient adapté leurs comportements en fonction de la notion de rôle en politique étrangère pour

satisfaire cette double dépendance : satisfaire les uns au niveau global et satisfaire les autres au niveau sous-systémique. En fait, ce « compartimentage » n'est pas inconnu dans la théorie sociologique du rôle ²².

Une autre hypothèse qui mériterait une vérification, pourtant, est l'hypothèse de *linkage* entre le « rang » de l'acteur et le « niveau privilégié » de son comportement international. Ainsi, on nous suggère que les soi-disant « puissances moyennes » concentrent leur attention essentiellement sur leur sous-système régional plutôt que sur le système global, et, en fait, on les appelle quelquefois des puissances régionales. Dans ce cas, pourrait-on expliquer et prévoir les différentes dimensions de leur comportement en analysant les caractéristiques de leurs interactions au niveau sous-systémique plutôt qu'au niveau global ? Dans cette hypothèse, le changement dans les dimensions conflit/coopération du comportement de l'acteur égyptien indiquerait-il une réponse préliminaire à cette question ? Empiriquement, les tendances de comportements qui se sont dessinées (pendant juin 1967–septembre 1970) au niveau sous-systémique suite à la dépendance financière de l'Égypte des pays producteurs de pétrole se confirment actuellement au niveau systémique global. Quelques événements marquants pourraient servir d'indicateurs à cet égard. Par exemple, le président Sadate a expulsé les conseillers et les experts militaires soviétiques de l'Égypte en juillet 1972. À la suite de la guerre d'octobre 1973, les décideurs égyptiens ont préféré signer les différents accords de désengagement militaire avec Israël en collaboration avec Henry Kissinger et en accord avec sa diplomatie des « petits pas », et ont provoqué la déception, l'opposition et même la colère de Moscou. Le président Sadate est le premier président égyptien à visiter Washington (en passant par Londres et Paris), tandis que les échanges des visites avec les leaders soviétiques ont complètement cessé. Enfin, de par le truchement des pétrodollars saoudiens (et des émirats), l'Égypte se prépare aujourd'hui à compter sur les pays occidentaux pour s'approvisionner en armements.

Les tendances dans les comportements dégagées par notre analyse des données événementielles touchent à une autre hypothèse importante dans la théorie des relations internationales : la position privilégiée que la variable « personnalité » occupe dans la liste des variables indépendantes de politique étrangère ²³ (par exemple la « pré-théorie » de Rosenau, ou le modèle « perceptuel » de Brecher). Notre analyse empirique nous éclaire-t-elle sur cet aspect ? On constate en fait que le changement dans les comportements s'est accéléré au niveau sous-systémique et les dimensions conflit/coopération se sont renversées au niveau systémique global suite à la mort du président Nasser et l'arrivée au pouvoir du président Sadate. S'agit-il purement d'une coïncidence ou plutôt d'un *pattern* généralisable à d'autres acteurs internationaux ? Doit-il y avoir un changement au niveau du *top policy-*

22. K. HOLSTI fut un pionnier dans la conceptualisation de la politique étrangère en terme de rôle ; voir « National Role Conceptions in the Study of Foreign Policy », *International Studies Quarterly* XIV (1970), pp. 233–310, et une application un peu différente dans KORANY, *Social Change...*, *op. cit.*, pp. 316–349.

23. James ROSENAU, *The Scientific Study of Foreign Policy*, New York, The Free Press, 1971, pp. 95–149 ; Michael BRECHER, *The Foreign Policy System of Israel*, London, Oxford University Press, 1972.

maker seulement, ou plutôt au niveau de l'élite politique entière ? Est-ce que c'est le changement de personnes comme tel qui est suffisant, ou doit-on mettre l'accent plutôt sur le changement dans la culture politique ou dans les orientations au niveau des perceptions, ou encore dans les deux domaines à la fois ?

C'est par une ouverture sans préjugés à toutes les avenues de la connaissance que l'analyse du phénomène international pourrait garantir non seulement une validité interne dans sa conceptualisation mais aussi une pertinence empirique dans son explication.

ANNEXE

TYPOLOGIE ET ÉCHELLE DANS LA MESURE DES COMPORTEMENTS INTERNATIONAUX

Alors que la typologie de McClelland est essentiellement descriptive et n'accorde aucune valeur relative aux comportements dans un continuum conflit/coopération, l'échelle Azar-Sloan se veut une échelle d'intensité pondérée, où chaque comportement est comparable dans le conflit/coopération à tous les autres types de comportement. La typologie McClelland et l'échelle Azar-Sloan ont ceci en commun : elles conceptualisent le comportement en un terme bidimensionnel : conflit/coopération. L'échelle Azar-Sloan d'intensité des événements a été obtenue après consultation avec 18 experts en relations internationales à qui l'on a demandé de calculer, en termes numériques, la quantité de conflit et de coopération de chacun des points de l'échelle, à partir du comportement désigné comme neutre (n° 8) auquel l'on a attribué la valeur 1. Ainsi dans l'esprit des 18 experts, le 15^e point dans l'échelle est 102 fois plus conflictuel que le point 8, et ainsi de suite.

A – TYPOLOGIE DE COMPORTEMENTS INTERNATIONAUX : McCLELLAND

-
- | | |
|---|--|
| 1. <i>Types de comportement conflictuel</i> | 2. <i>Types de comportement coopératif</i> |
| 1. Rejet | 13. Approbation |
| 2. Protestation | 14. Promesse |
| 3. Négation | 15. Accord |
| 4. Accusation | 16. Demande |
| 5. Demande | 17. Proposition |
| 6. Avertissement | 18. Céder (<i>yield</i>) |
| 7. Menace | 19. Accorder, permettre (<i>grant</i>) |
| 8. Démonstration | 20. Récompense |
| 9. Réduction de relation | 21. Commentaire |
| 10. Expulsion | 22. Consultation |
| 11. Prise de possession | |
| 12. Utilisation de la force | |
-

B - ÉCHELLE AZAR-SLOAN DE COMPORTEMENTS INTERNATIONAUX

1. *Comportements conflictuels*

RANG	COMPORTEMENT	PONDÉRATION
15	La nation A débute ou s'engage dans une confrontation d'envergure contre la nation B, occupe le territoire de cette dernière, provoque des dislocations et des morts, et capture des soldats ennemis.	102
14	La nation A s'engage dans des actions hostiles limitées contre la nation B, bombarde des cibles militaires, atteint le territoire de B, et inflige des pertes mineures.	65
13	La nation A conduit une action subversive contre la nation B. Les deux se battent aux frontières ou dans les airs, se confrontent dans des opérations de patrouilles, d'escarmouches, de blocus.	50
12	La nation A rompt ses relations diplomatiques avec la nation B ; A provoque des manifestations ou la rébellion chez B (aide aux rebelles et propagande) ; des « terroristes » ou des manifestants de A détruisent la prospérité de B à l'aide de bombes ; la nation A nationalise les entreprises de B.	44
11	La nation A renforce sa capacité militaire et mobilise ses ressources politico-économiques pour contrer les actions effectives ou appréhendées de la nation B ; A impose des sanctions à B, limite l'utilisation par B des routes maritimes et terrestres ; A cherche à provoquer des problèmes économiques chez B.	16
10	La nation A profère des menaces verbales, des avertissements, des demandes ou des accusations à l'intention de la nation B ; adopte un comportement verbal hostile vis-à-vis de B.	6
9	La nation A exprime une légère insatisfaction face aux politiques, objectifs et comportements de la nation B. La population de A proteste ou s'oppose au comportement de B sans que le gouvernement de A ne s'oppose à de telles protestations. Un communiqué de A exprime son insatisfaction pour les politiques de B vis-à-vis d'une tierce partie.	6

2. *Comportements neutres*

8	Les nations A et B font preuve d'indifférence quant à leurs politiques et actions respectives ; émettent des communiqués de genre « sans commentaires » ; action entre sous-groupes respectifs qui n'implique pas les gouvernements ; visites non gouvernementales.	1
---	---	---

3. *Comportements coopératifs*

7	Les nations A et B communiquent entre elles, se rencontrent et proposent des pourparlers concernant des problèmes d'intérêt commun ; les officiels de A visitent la nation B ; la population de A appuie les relations entre A et B, et les officiels de A favorisent un tel appui ; A et B émettent un communiqué conjoint et nomment des ambassadeurs.	6
6	La nation A appuie les politiques de la nation B, reconnaît son régime..., etc., ou sollicite l'appui de B contre une tierce partie.	10
5	La nation A conclut avec B des accords d'amitié, culturels ou autres, accords similaires de nature limitée. A commence des relations diplomatiques ; chef d'État de A visite ou rencontre celui de B ; A remercie B pour son aide.	14
4	La nation A fournit à la nation B une aide économique, conclut des pactes économiques et accorde son assistance économique et industrielle à B.	27
3	La nation A fournit de l'aide militaire à B pour la renforcer ; A accorde des facilités et privilèges spéciaux à B.	31
2	A et B établissent une alliance dyadique ou internationale ; un marché économique, un commandement et des manœuvres militaires communs.	47
1	A et B s'unissent volontairement pour former un seul État-Nation.	92
